

Conseil départemental de la Manche
Groupe de la Gauche Sociale et Écologiste (GSE 50)

Séance plénière du 7 mars 2025

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

Karine DUVAL

Présidente du groupe

Conseillère départementale, canton de Cherbourg-en-Cotentin 2

au nom du groupe

Monsieur le Président, cher.e.s Collègues,

Nous arrivons donc à l'avant dernière étape d'un processus budgétaire atypique. Il aura fait l'objet d'un « dialogue informatif » inédit avec l'opposition. Si nous n'avons pas toutes les cartes en main pour participer à la construction budgétaire qui reste le volet financier des priorités politiques de la majorité, il est riche, pour l'exercice démocratique, de pouvoir être informé des contraintes, difficultés rencontrées, réflexions menées pour parvenir à un équilibre budgétaire satisfaisant. Pouvoir disposer des éléments d'analyse de l'année écoulée, de compréhension de la trajectoire des recettes et des dépenses, pouvoir se projeter dans les années à venir en fonction de choix budgétaires, tout cela est important pour l'ensemble des élus sans distinction de groupe. Au début de mon intervention, je souhaitais le rappeler car, souvenez-vous, à l'installation de notre assemblée, nous avons prôné pour une évolution profonde de notre pratique démocratique au sein même de notre assemblée départementale. Nous pourrions aller bien plus loin

que les schémas assez classiques de votre manière de diriger le conseil départemental, mais la séquence que nous venons de vivre pour l'élaboration du budget va dans le bon sens.

Ceci dit, ce que nous avons un peu de mal à comprendre c'est que nous sommes partis d'une situation financière particulièrement saine, voire enviable... En cours d'année 2024 toutes nos marges de manœuvres avaient disparu. Avant même les annonces gouvernementales, vous demandiez aux services de dégager 15 M€ de dépenses en moins. Aujourd'hui, s'ajoute donc l'impact des mesures nationales à ce premier cadrage des dépenses, nous pourrions donc estimer à 15 + 8, environ 23 M€ de dépenses à rogner. Et cela semble de se faire plutôt de manière fluide... Entre alarmisme et optimisme, entre prudence et sérénité, nous avons un peu de mal à vraiment comprendre ce qu'il en est et où ces marges de manœuvre ont été trouvées, si ce n'est donc, dans une meilleure gestion et contrôle de nos dépenses, puisque vous ne semblez vouloir abonner aucune politique pour le moment.

L'imperfection et la lourdeur des projets et rapports de performance tel que nous les connaissions vous ont fait, et à juste titre, en l'état, abandonné cette présentation. La démarche de « performance » avait été enclenchée il y a déjà de très nombreuses années dans notre collectivité, à une époque où l'on parlait, semble-t-il, déjà « d'effet ciseau » et où la structure financière du Conseil départemental était complètement transformée. L'idée de l'évaluation de la performance, nous pourrions dire aujourd'hui, de l'efficacité de nos politiques, des budgets alloués à ces politiques partant d'un constat qui est toujours d'actualité.

Je prenais un exemple criant en début de plénière qui prouve bien que nous devons vraiment, sous une autre forme que ce que nous avons abandonné, entrer dans un processus d'évaluation continue de nos politiques, de leur impact, du rapport entre le coût et le service rendu etc. Il faut certainement, par moments, transformer nos organisations, s'ouvrir à d'autres opérateurs, simplifier nos procédures etc. Il faut aussi, pour cela, se baser sur un projet politique qui soit un socle solide. Et dans la répartition des compétences entre collectivités, voir là où nous avons un rôle premier, là où nous avons un rôle d'ensemblier.

Ce débat d'orientation budgétaire permet d'affiner notre vision de la Manche dans le contexte national et la santé du département vis-à-vis des 103 autres. Finalement, notre légendaire prudence ne nous a pas préservé d'être sur le point de basculer dans le rouge. La prudence n'a pas amené à des choix budgétaires en lien avec notre compétence sociale première : les solidarités. Elle ne nous a pas amené à investir aujourd'hui, en fonctionnement, pour faire des économies à terme. La prévention, dans tous les champs de l'action sociale aurait dû être notre mantra. Il faudrait, par exemple, repenser l'action PMI en identifiant les leviers pour une prévention précoce dans un cadre d'approche globale de la prévention. Nous appelons de nos vœux ce département ensemblier qui définit avec les acteurs du territoire un maillage de prévention.

L'ADF avait demandé aux départements de procéder au recensement des mesures non effectuées afin de tenter une approche par besoins pour calibrer nos services de PMI et bien

donner aux acteurs le temps de la prévention en développant la pair-aidance.

De même, sur les solidarités territoriales qui vous sont chères, certes le département soutient une grande part de l'investissement local. Mais, pendant ce temps, nous avons laissé filer des sujets majeurs d'équité sur le territoire, par exemple concernant l'accès aux soins. Dans le cadre de nos compétences sociales, pour la prévention, le maintien à domicile, l'accompagnement des familles, l'offre de soins de proximité est essentielle. Nous aurions pu flécher notre action en créant un GIP départemental sans attendre les initiatives individuelles. Nous avons eu, par le passé, cette ambition lorsque, pour ne pas être les laissés-pour-compte du numérique, nous avons réuni toutes les collectivités dans Manche numérique.

On pourrait aussi citer des sujets liés à l'histoire et à la culture de notre Département qui, sous le dogme de la prudence, n'ont pas été anticipés à la hauteur des enjeux. « Un canton un collège » montre bien aussi le fossé qui se creuse et l'impérative nécessité de changer de point de vue. D'une manière générale, on voit que notre patrimoine pèse sur notre budget d'investissement, il pèse même très fortement. Les montants des investissements annoncés semblent relativement importants, pour autant qui peut citer un projet phare, emblématique ces dernières années ?

Ce débat est donc l'occasion, pour nous, de vous redonner notre vision et un certain nombre de nos priorités. Nous pensons encore plus essentiel, dans une période financière plus difficile, de repenser en profondeur nos choix en s'appuyant sur des priorités politiques et

sur une autre approche de la dépense publique. Nous pensons, plus que jamais, que l'évaluation des actions menées, doit permettre de rendre plus efficient chaque euro dépensé. Loin d'être des cigales, notre vision est celle de la bonne gestion innovante, celle de l'investissement pour mieux dépenser, celle de la construction d'une feuille de route autour de nos compétences premières, en réinterrogeant le service rendu, l'organisation, les moyens alloués. Enfin, comme je l'ai dit en ouverture, nous devons aussi continuer, collectivement, au niveau des 103 départements, à porter une vision tout autre de la libre administration des collectivités locales que celle que nous impose cet Etat recentralisateur.

Après cette introduction assez générique, le débat va donc se poursuivre par commission.

★ ★

★